

## DÉPENSES DE MAINTIEN DE L'ORDRE ET DE DÉFENSE

Deux des tâches essentielles qui incombent à un gouvernement consistent à protéger l'État d'une agression extérieure et à maintenir l'ordre public à l'intérieur de ses frontières. Au cours de la période considérée ici, la chute de l'Union soviétique s'est traduite par une réduction des dépenses de défense dans de nombreux pays de l'OCDE, alors que les attaques terroristes aux États-Unis ont débouché sur des augmentations des dépenses publiques consacrées à la sécurité intérieure. Les chiffres présentés ici reflètent ces évolutions divergentes.

### Définition

Le tableau est tiré des comptes nationaux et les données sont conformes aux définitions du *Système de comptabilité nationale de 1993*. Les dépenses couvrent toutes les dépenses aussi bien courantes qu'en capital.

Le maintien de l'ordre englobe les forces de police, les services de renseignements, les prisons et autres établissements correctionnels, le système judiciaire, et les ministères des Affaires intérieures. Il convient de noter que les chiffres présentés ici ne comprennent pas les coûts des dispositifs de sécurité rendus obligatoires par les pouvoirs publics dans les aéroports, ports et autres postes frontaliers. Bien entendu, ils ne comprennent pas non plus les mesures de sécurité pour les centres commerciaux, les matchs de football, les concerts et autres rassemblements publics, qui ont certainement augmenté ces dernières années.

### Comparabilité

Les données sont tirées des comptes nationaux et ont été classées conformément à la Classification des fonctions des administrations publiques (COFOG). D'une manière générale, les données sont sensiblement comparables.

### Tendances à long terme

Dans le total, les parts des deux composantes – maintien de l'ordre et défense – diffèrent beaucoup selon les pays, la part des dépenses de défense étant élevée aux États-Unis, en Corée, en Norvège, au Danemark, en France et en Suède et celle des dépenses de maintien de l'ordre se situant à un niveau élevé en Islande, au Luxembourg, en Irlande, en Espagne et en Belgique. En moyenne, la part des dépenses de maintien de l'ordre progresse généralement plus vite que celle des dépenses de défense et, en moyenne, représente aujourd'hui plus de la moitié du total pour les pays pris en compte dans le tableau.

En 2005 – dernière année pour laquelle la plupart des pays sont en mesure de fournir des données – les dépenses étaient les plus élevées aux États-Unis et au Royaume-Uni et les plus faibles au Luxembourg, en Islande et en Irlande. Dans la majorité des pays, la part des dépenses consacrées à la défense et au maintien de l'ordre dans le PIB est en recul depuis 1995, la baisse étant particulièrement importante en Norvège, en Suède, en Irlande et en France.

### Source

- OCDE (2007), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2004), *L'économie de la sécurité*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- ONU, OCDE, FMI, Banque mondiale, Eurostat (éd.) (1993), *Le système de comptabilité nationale 1993*, Nations unies, Genève, Paragraphe XVIII.9, <http://unstats.un.org/unsd/sna1993>.


### Bases de données en ligne

- *Comptes nationaux annuels*.

## Dépenses au titre de la justice, de l'ordre public et de la défense

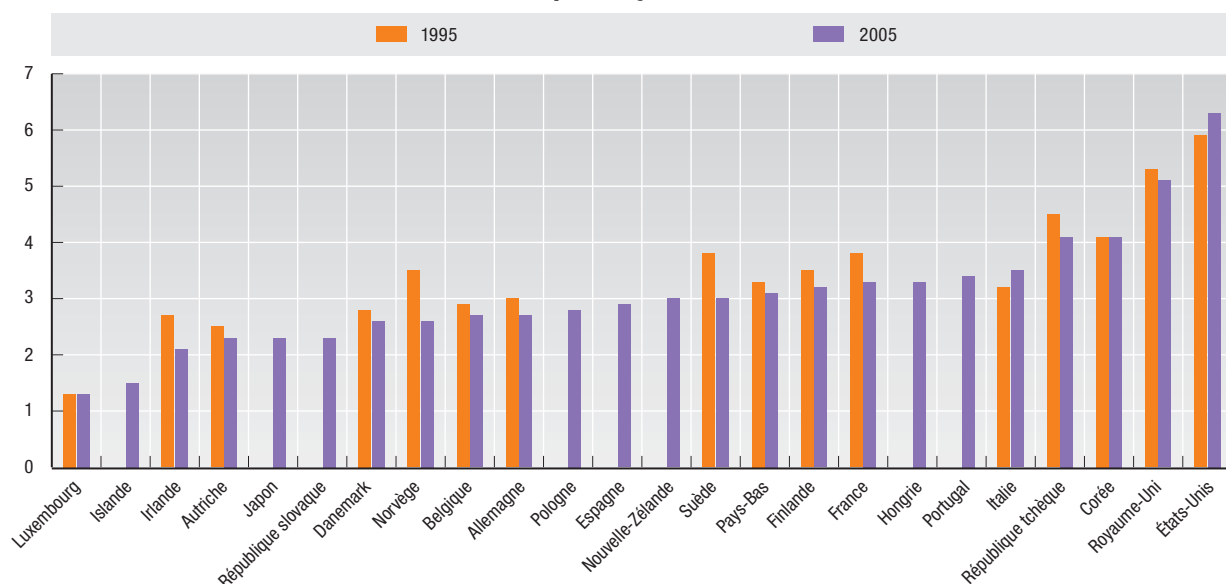

En pourcentage du PIB

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	3.2	3.1	3.0	3.0	2.9	2.9	2.9	2.8	2.8	2.9	2.8	2.8	2.7	..
Autriche	..	..	2.5	2.5	2.5	2.4	2.4	2.4	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3
Belgique	3.0	3.0	2.9	2.9	2.8	2.8	2.8	2.7	2.8	2.9	2.9	2.8	2.7	..
Corée	..	..	4.1	4.2	4.1	4.2	4.0	3.9	3.8	3.8	3.8	3.8	4.1	..
Danemark	2.9	2.9	2.8	2.7	2.7	2.7	2.6	2.5	2.6	2.6	2.6	2.7	2.6	2.6
Espagne	..	..	..	..	..	..	3.0	2.9	3.0	3.0	2.9	2.9	2.9	..
États-Unis	6.5	6.1	5.9	5.7	5.4	5.3	5.2	5.2	5.4	5.8	6.1	6.3	6.3	6.4
Finlande	3.5	3.7	3.5	3.6	3.4	3.2	3.0	2.9	2.8	2.7	2.9	3.1	3.2	..
France	..	..	3.8	3.8	3.7	3.5	3.4	3.2	3.3	3.4	3.3	3.3	3.3	..
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	3.2	3.8	3.4	3.4	3.3	..
Irlande	3.1	3.0	2.7	2.6	2.5	2.5	2.2	2.1	2.1	2.0	1.9	2.1	2.1	..
Islande	..	..	..	..	1.6	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	1.6	1.5	1.5	1.5
Italie	3.5	3.4	3.2	3.2	3.1	3.1	3.1	3.1	3.0	3.2	3.4	3.4	3.5	..
Japon	..	..	..	2.3	2.3	2.3	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.3	..
Luxembourg	1.3	1.3	1.3	1.3	1.4	1.3	1.1	1.1	1.2	1.3	1.3	1.3	1.3	1.2
Norvège	3.9	3.9	3.5	3.4	3.3	3.4	3.3	2.9	2.9	3.2	3.1	2.9	2.6	..
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	2.9	2.7	3.0	..
Pays-Bas	..	..	3.3	3.3	3.1	3.0	3.1	3.0	3.1	3.2	3.3	3.2	3.1	..
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	2.8	2.9	2.6	2.8	..
Portugal	..	..	..	..	..	..	3.2	3.3	3.2	3.3	3.4	3.4	3.4	..
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	3.7	2.3	..	..
République tchèque	..	..	4.5	4.1	4.1	3.7	4.0	4.1	3.8	3.7	4.2	3.5	4.1	..
Royaume-Uni	6.0	5.7	5.3	4.9	4.9	4.7	4.6	4.8	4.7	4.8	5.1	5.0	5.1	..
Suède	..	..	3.8	3.9	3.7	3.7	3.8	3.6	3.5	3.5	3.4	3.2	3.0	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/275348465471>

## Dépenses au titre de la justice, de l'ordre public et de la défense

En pourcentage du PIB

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/388881814255>



Extrait de :  
**OECD Factbook 2008**  
Economic, Environmental and Social Statistics

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/factbook-2008-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2009), « Dépenses de maintien de l'ordre et de défense », dans *OECD Factbook 2008 : Economic, Environmental and Social Statistics*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/factbook-2008-74-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).